

# LE SOLEIL

Opinions, lundi, 1<sup>er</sup> décembre 2003, p. A19

## L'ETAT DU QUEBEC (5)

*Régulièrement, depuis octobre, LE SOLEIL présente à ses lecteurs un portrait unique du Québec, un état des lieux qui compare le Québec avec la situation qui prévaut dans d'autres provinces canadiennes ou d'autres pays de l'OCDE. Pour le cinquième de cette série d'articles rédigés par l'Observatoire de l'administration publique de l'ENAP, les chercheurs constatent que l'écart entre le Québec et l'Ontario a nettement diminué au cours des 20 dernières années.*

### L'écart diminue nettement entre l'Ontario et le Québec

Pour évaluer la performance du Québec, nombre d'observateurs regardent traditionnellement vers l'Ontario. Leur histoire, leur poids démographique dans l'ensemble canadien, l'intégration de leurs économies et leur volonté commune d'accroître leurs échanges commerciaux avec les États-Unis font de la comparaison entre les deux provinces une référence. L'analyse des principaux indicateurs économiques tourne à l'avantage de l'Ontario. L'écart diminue cependant, et cela de façon notable depuis 20 ans, surtout en matière de croissance économique et de taux de chômage.

S'agissant de la croissance de l'économie, mesurée par la progression du produit intérieur brut (PIB), l'écart favorable à l'Ontario n'a cessé de diminuer depuis 20 ans, passant de 1,9 % pour la période 1983-1987 à 0,6 % depuis 1998. Par ailleurs, sur la base du PIB par habitant, la différence est demeurée stable durant la même période. En 2002, le PIB québécois *per capita* (30 955 \$) représente toujours 83 % du PIB ontarien (37 715 \$).

En matière d'investissements publics et privés, l'écart entre les deux provinces reste préoccupant. Dans l'ensemble des investissements réalisés au Canada depuis cinq ans, la contribution du Québec (18,5 % en moyenne) est nettement inférieure à son poids démographique (23,7 %) contrairement à celle de l'Ontario (36,9 %) qui correspond davantage à son importance démographique (38,4 %). Rappelons que ce différentiel trouve sa source dans le potentiel de développement économique dont bénéficie l'Ontario grâce à ses structures de production et notamment la concentration de l'industrie automobile.

De plus, de 1990 à 2000, le gouvernement fédéral a acheté, en moyenne chaque année, 12,7 milliards \$ de biens et services à des fournisseurs ontariens comparativement à 7 milliards \$ chez des fournisseurs québécois. Toutefois, si les prévisions d'investissements pour 2003 au Québec (42 milliards \$) sont largement inférieures à celles de l'Ontario (78 milliards \$), la croissance annuelle des investissements depuis cinq ans est plus élevée au Québec (5,4 %) qu'en Ontario (4,1 %). Le choix du Québec pour des secteurs à forte valeur ajoutée (aéronautique, biopharmacie, communication numérique) explique cet avantage.

Les échanges commerciaux entre les deux provinces représentaient un marché de plus de 56 milliards \$ en 1999. Le Québec achetait, cette année-là, pour 30,3 milliards \$ de biens et services à l'Ontario et lui en vendait seulement 27,7 milliards \$. Le déficit de la balance commerciale fluctue bon an mal an entre 4 et 5 milliards \$. Par contre, les exportations du Québec vers les autres provinces connaissent depuis cinq ans une croissance annuelle moyenne (5,6 %) plus rapide que celle de l'Ontario (4,5 %). Il en est de même sur les marchés internationaux, où les exportations québécoises augmentent légèrement plus vite (3,9 %) que celles de l'Ontario (3,7 %).

Sur le taux de chômage, autre indicateur économique important, la réduction de l'écart historique entre le Québec et l'Ontario est constante au cours des 20 dernières années. Cet écart a chuté en effet de 4 % pour la période 1983-87 à 2,6 % de 1998 à 2002. En matière d'emplois, l'Ontario affiche une performance remarquable depuis cinq ans avec 755 000 emplois créés, soit 46 % des nou-

veaux emplois canadiens. Le Québec réussit bien également depuis cinq ans avec 400 000 nouveaux emplois, soit 24,3 % des emplois créés au Canada. Ce pourcentage, supérieur à l'influence démographique de la province, représente un gain spectaculaire par rapport aux 154 000 emplois créés au Québec entre 1993 et 1997 (15,1 % des nouveaux emplois canadiens).

Le Québec rattrape également son retard pour le taux de population active. Depuis 20 ans (1983-2002), la proportion de travailleurs par rapport aux personnes de plus de 15 ans aptes au travail a augmenté de 62,3 % à 65,1 % au Québec et a diminué de 68,2 % à 67,8 % en Ontario. L'écart s'établit aujourd'hui à 2,7 % contre 5,9 % en 1983.

En outre, le nombre d'assistés sociaux a diminué de façon significative depuis 10 ans dans les deux provinces. En Ontario, il est passé de 1,2 million en 1992 (11,1 % de la population) à 704 000 en 2002 (5,9 % de la population). Durant la même période, le nombre de bénéficiaires d'aide sociale au Québec baissait de 675 000 à 560 000, représentant respectivement 9,5 % et 7,5 % de sa population.

Sur le plan de la fiscalité, le contribuable ontarien conserve un net avantage sur son voisin québécois car il paie environ 5700 \$ de moins d'impôt sur le revenu par an. Toutefois, cet écart diminuera à la suite de l'annulation, par le nouveau gouvernement ontarien, des baisses d'impôt annoncées par la précédente administration. Par ailleurs, le régime fiscal beaucoup plus progressif du Québec fait en sorte que les familles à faible revenu paient moins d'impôt que les familles ontariennes. De plus, le régime fiscal québécois des entreprises demeure plus avantageux que celui de l'Ontario malgré un resserrement récent de la différence, ce qui procure au Québec une meilleure attractivité pour les investisseurs.

En ce qui a trait au revenu personnel disponible par habitant, l'écart est demeuré stable depuis 10 ans, autour de 3000 \$. En 2002, il s'établissait à 23 687 \$ en Ontario et à 20 629 \$ au Québec. Mais au-delà du fardeau fiscal et du revenu disponible, le coût de la vie au Québec, moins élevé en raison des prix du logement, de l'électricité, de l'assurance automobile, de la scolarité universitaire et des garderies, atténue sensiblement l'écart entre le Québec et l'Ontario.

## Place de l'État

Quant à la place de l'État dans la société, on remarque dans les deux cas, depuis 20 ans, une diminution marquée du poids de l'État par rapport au PIB. Il est passé de 25,6 % (1983-1987) à 22,8 % du PIB (1998-2002) au Québec et de 15,7 % et 14,9 % en Ontario au cours des mêmes périodes. Le Québec a donc réduit de 2 % son écart avec l'Ontario. La différence entre la croissance des revenus budgétaires des deux gouvernements favorise également l'Ontario mais elle n'est plus que de 0,6 % (1998-2002) contre 3,6 % (1983-1987). Contrairement à la situation qui prévalait entre 1982 et 1992, l'Ontario connaît depuis 10 ans un accroissement de ses dépenses moins rapide que le Québec, surtout à partir de l'arrivée du gouvernement conservateur de Mike Harris en 1995.

Par grande mission de l'État, on constate, au cours des cinq dernières années, que le Québec accroît ses dépenses en santé (6,1 %) à un rythme plus rapide que l'Ontario (5 %). L'Ontario privilégie les dépenses en éducation (5,8 %) (1,1 % au Québec). Toutefois, en santé comme en éducation, le Québec consacre depuis 10 ans une plus grande part de son PIB et dépense davantage par habitant que l'Ontario. Malgré l'augmentation des dépenses, l'Ontario consacre en effet 2,6 % de son PIB à l'éducation en 2002 contre 4,6 % pour le Québec. Par habitant, l'Ontario dépense 982 \$ en éducation soit moins que le Québec (1422 \$). L'ampleur de l'investissement québécois dans l'éducation constitue un atout stratégique dans le contexte de l'économie du savoir.

Toujours en 2002, les dépenses de l'État québécois pour la santé représentaient 7,5 % du PIB comparativement à 5,4 % du PIB ontarien. Par habitant, l'Ontario dépense davantage pour la santé que le Québec. La part de la santé dans les dépenses publiques n'a cessé d'augmenter depuis 20 ans dans les deux provinces. Rien que pour les cinq dernières années, elle occupe 36 % des dépenses en Ontario et 32 % au Québec. L'éducation représente, elle, 18,5 % des dépenses de l'Ontario et 20,7 % de celles du Québec. Durant la même période, les dépenses d'aide sociale restent plus élevées en Ontario (12,8 %) qu'au Québec (9,7 %). Pour les autres ministères, l'écart se renverse entre le Québec (22,5 %) et l'Ontario (18 %). Cette dernière différence est d'autant plus significative que ces dépenses, demeurées stables au Québec depuis 20 ans, ont chuté de 10 %, passant de 28 % à 18 %, en Ontario. Cet écart résulte

des choix sociétaux faits par les Québécois de confier des responsabilités spécifiques à l'État québécois en matière de culture, d'immigration, de logement social, de formation de la main-d'oeuvre, de politique familiale, de relations internationales et de soutien au développement régional.

Concernant le service de la dette, les deux provinces se retrouvent aujourd'hui dans la même situation en lui consacrant 15 % de leurs dépenses. La dette nette accumulée du Québec s'élève à plus de 82 milliards \$ et celle de l'Ontario à 110 milliards \$ ce qui représente 11 052 \$ pour chaque Québécois et 9290 \$ pour chaque ontarien.

L'évolution des effectifs de l'administration publique constitue enfin un autre indicateur pertinent de la place de l'État dans la société. Compte tenu des responsabilités importantes assumées par les municipalités ontariennes notamment pour l'aide sociale, il faut agréger les effectifs des fonctions publiques provinciale et municipale. On recense au cours des cinq dernières années une diminution de 5 % des effectifs du secteur public au Québec, de 645 565 à 607 451, soit une perte de 38 000 emplois. L'Ontario connaît en revanche une augmen-

tation de 2,5 % de ses effectifs publics, de 784 316 à 803 152, soit 17 400 emplois supplémentaires.

La part du secteur public dans l'emploi global québécois a diminué de 19,5 % en 1997 à 15,5 % en 2002, soit davantage que celle du secteur public ontarien (de 14 % à 12,3 %). Ces chiffres prennent en compte les fonctions publiques provinciale et municipale mais aussi les réseaux de la santé, de l'éducation et les sociétés d'État.

D'un point de vue québécois, la comparaison avec l'Ontario est globalement encourageante. Certes des écarts subsistent, notamment en matière d'investissements, mais le bilan n'est pas aussi négatif que certains le prétendent. Depuis 20 ans, le Québec a sensiblement comblé son retard en s'appuyant sur ses forces : l'éducation, la recherche et la qualification de sa main d'oeuvre.

Pour communiquer avec l'Observatoire :  
Danyelle Landry, (418) 641-3000, poste 6574;  
Télécopieur : (418) 641-3057;  
Courriel : [danyelle\\_landry@enap.ca](mailto:danyelle_landry@enap.ca)  
Site Internet : [http:// enap.ca/observatoire](http://enap.ca/observatoire)

### Évolution Québec-Ontario :

#### Croissance du PIB, taux de chômage et part de l'État dans le PIB 1983-2002

Indicateurs	1983-1987	1988-1992	1993-1997	1998-2002
-------------	-----------	-----------	-----------	-----------

#### Croissance PIB

Québec	7,8 %	5,8 %	3,1 %	5,0 %
Ontario	9,7 %	6,4 %	3,6 %	5,6 %
Écart	1,9 %	0,6 %	0,5 %	0,6 %

#### Taux de chômage

Québec	12,1 %	10,9 %	12,1 %	9,1 %
Ontario	8,1 %	7,3 %	9,3 %	6,5 %
Écart	4,0 %	3,6 %	2,8 %	2,6 %

#### % dépenses État dans le PIB

Québec	25,6 %	23,6 %	24,7 %	22,8 %
Ontario	15,7 %	15,8 %	18,0 %	14,9 %
Écart	9,9 %	7,8 %	6,7 %	7,9 %

Source : Données de base provenant de Statistique Canada et de l'Institut de la Statistique du Québec-Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes « Tableau statistique canadien ».